

#ECOPOURTOUS

Emigration forcée : origines et perspectives des réfugiés en France (OPReF)

Benjamin Michallet

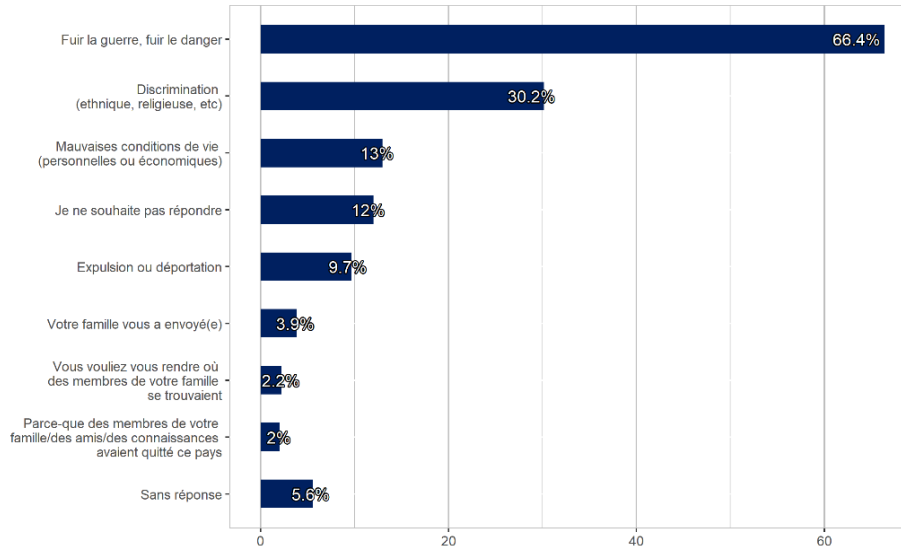
L'émigration forcée relève d'une décision particulièrement complexe et, à l'arrivée, ces exilés ont plus de difficultés avec leur intégration socio-économique en comparaison d'autres migrants (Dustmann et al., 2017; Brell et al. 2020 ; Fasani et al., 2021). L'enquête Origines et Perspectives des Réfugiés en France (OPReF), co-financée par la Direction Générale des Étrangers en France (DGEF) et l'Institut Convergence Migration (ICM) du Collège de France a été réalisée par PSE - École d'Économie de Paris afin d'établir des statistiques nationales sur la diversité des populations réfugiées en France métropolitaine (hors Corse) qui ont obtenu l'asile et sont donc Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI). Administrée de novembre 2020 à avril 2021 en 9 langues, l'enquête OPRéF permet de mieux appréhender les origines socioéconomiques et les raisons du départ, les parcours jusqu'à l'obtention de l'asile de la France, la santé ou encore les aspirations des enquêtés. Elle a été réalisée dans 378 centres tirés au hasard dans le fichier DN@NG¹ de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) qui hébergent un échantillon représentatif de la population prise en charge au titre de l'asile.

En outre, l'enquête OPRéF renforce le dispositif statistique existant sur les personnes immigrées telles que les enquêtes PPM (DRESS), TeO (Ined/INSEE) et ELIPA (DSED) et s'en distingue de par la focale spécifique sur les BPI hébergés au titre de l'asile qui en fait l'enquête nationale la plus vaste jamais réalisée en France auprès de ce public avec 2 632 personnes enquêtées.

Dans le monde, le nombre de réfugiés évolue parallèlement aux indicateurs de conflits qui ont enregistré une forte hausse jusqu'à atteindre un pic en 1992 puis ont décliné, avant de s'inverser à compter de 2011 ([Center for Systemic Peace](#), 2018 ; Hatton, 2016). Conformément à ce constat, la très vaste majorité des répondants à l'enquête OPRéF a indiqué fuir la guerre, fuir le danger comme raison du départ, la seconde raison évoquée étant les discriminations dans le pays d'origine et les mauvaises conditions de vie personnelles ou économiques. Peu de répondants invoquent des raisons familiales comme cause du départ.

¹ Dispositif National d'Accueil Nouvelle Génération.

Figure 1. Fuir la guerre, le danger comme principale raison de départ



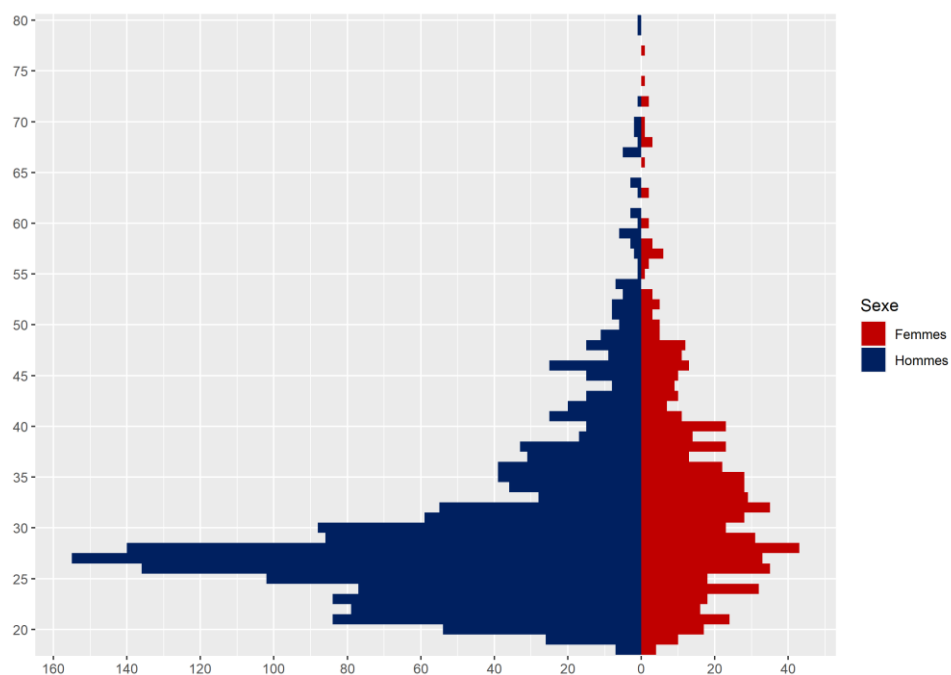
En cohérence, près de la moitié des BPI hébergés au titre de l'asile de notre échantillon est originaire d'Afghanistan et du Soudan², deux pays marqués par de longues périodes de conflits au cours des années 2010, suivis de la Guinée, la Côte d'Ivoire, la Syrie, l'Érythrée et la Somalie, des pays pour la plupart affectés par des conflits armés ou une instabilité politique au cours de la dernière décennie.

Pourtant déterminantes, les expériences surmontées au cours du trajet restent une dimension particulièrement mal connue alors même que l'expérience de voyage et sa durée affectent la santé physique, la santé mentale et le capital humain de ceux qui l'entreprennent. Par exemple, à l'exception des Syriens, la vaste majorité des répondants déclaraient n'avoir aucun réseau à l'arrivée, potentiel reflet de l'absence de destination précise au moment du départ. Par ailleurs, le module de l'enquête dédié aux risques encourus au cours du voyage montre que nombre des répondants de l'échantillon ont été victimes d'attaques physiques, d'escroquerie financière ou d'extorsions, d'emprisonnement, de vol, de chantage, d'harcèlement sexuel ou de naufrage : moins d'un quart d'entre eux indique n'avoir traversé aucune de ces épreuves ! Il ressort également une certaine hétérogénéité en fonction du genre et des nationalités qui peut traduire, pour partie, les périodes et chemins de migration empruntés : la majorité des enquêtés originaires de Côte d'Ivoire ou d'Erythrée indiquent avoir été emprisonnés, une expérience rapportée par moins de 30% des répondants d'autres nationalités tandis que 20% des répondantes rapportent des faits de harcèlement ou violence sexuelle contre 8% des hommes.

² Afghanistan : 32% ; Soudan : 11% ; Guinée : 7% ; Côte d'Ivoire : 4% ; Syrie : 4% ; Érythrée : 4% ; Somalie : 4% ; et 78 autres nationalités à moins de 4%.

La complexité et les dangers liés à l'exil se reflètent dans les caractéristiques de l'échantillon de l'enquête. Il s'agit pour l'essentiel d'une population jeune, âgée de moins de 35 ans et masculine³. L'hétérogénéité est toutefois importante. Les enquêtés afghans, érythréens et soudanais sont très majoritairement des hommes (jusqu'à 90% pour ces derniers). Pour la Guinée et la Syrie, l'écart est moins marqué avec environ 40% de femmes. Seule la Côte d'Ivoire fait exception avec une majorité de femmes (60%).

Figure 2. Une population jeune et plutôt masculine



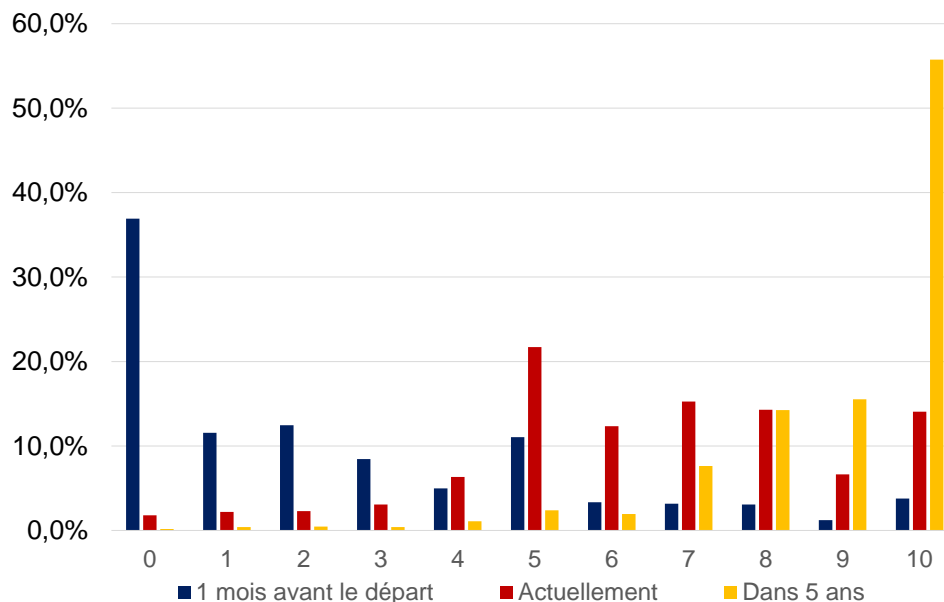
On retrouve une hétérogénéité importante concernant le niveau d'éducation des enquêtés. Les femmes sont plus éduquées, 22% ayant atteint un niveau tertiaire contre 13% des hommes. Les différences entre nationalités sont également très marquées : cela reflète tout à la fois l'écart de développement entre ces pays et les spécificités de leur système éducatif. Brücker et al. (2019) soulignent également qu'en règle générale, la proportion d'individus ayant terminé leur scolarité diminue avec la durée des conflits armés et que les pays d'origine, comme l'Afghanistan, sont particulièrement touchés. Parmi les répondants de notre échantillon, les Afghans sont particulièrement sur-représentés parmi les répondants n'ayant aucun diplôme : alors qu'ils représentent 32% des répondants, ils représentent 46% des

³ 68% des répondants à l'enquête sont des hommes contre 48% dans la population française. 78% des hommes et 68% des femmes ont 35 ans ou moins (contre 40% et 41% pour la France) et seuls 8% des répondants ont plus de 45 ans (contre 47% pour la France). Source : Insee, Pyramide des âges en 2022, consulté le 04 mars 2022. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381472>

personnes n'ayant aucun diplôme. Le français, en tant que langue, est en revanche « assez bien » compris par une majorité des répondants, reflet notamment du nombre de réfugiés originaires de pays francophones.

L'enquête fait, en outre, apparaître que les répondants accordent de l'importance au fait d'avoir un emploi qu'ils aiment, dans lequel ils excellent et qui offre une bonne rémunération. De manière générale, l'emploi ressort d'ailleurs comme leur priorité après la famille et l'accès au logement. L'accès à l'emploi reste néanmoins un réel enjeu : alors qu'ils étaient en moyenne 3,2% à déclarer être au chômage dans leur pays d'origine, ce taux s'élève à 38,4% au moment de l'enquête tandis que la situation « employé » s'effondre, un constat plutôt homogène entre les pays d'origine. Pourtant, dans l'ensemble, les répondants font état d'un certain optimisme lorsqu'ils se projettent à 5 ans (figure 3) et déclarent en majorité avoir au plus « rarement » le sentiment d'être bons à rien, désespérés, nerveux ou déprimés⁴, tandis que du côté de l'état de santé générale auto-déclaré, on constate une amélioration entre la situation au cours des 6 mois qui ont précédé l'exil et l'enquête. Finalement, une vaste majorité des enquêtés déclare vouloir rester définitivement en France.

Figure 3. Optimisme déclaré au cours de l'enquête



⁴ L'enquête OPRéF mobilise la Kessler Psychological Distress Scale (K6).

Conclusion

L'enquête OPReF a interrogé 2 632 bénéficiaires de la protection internationale de la France entre novembre 2020 et avril 2021, hébergés au titre de l'asile dans l'un des 378 centres tirés au hasard pour constituer un échantillon représentatif. Pour l'essentiel, il s'agit d'une population jeune de moins de 35 ans, plutôt masculine, qui a fui des pays marqués par des conflits situés en dehors du continent européen, principalement l'Afghanistan, la Syrie et certains pays d'Afrique. Au cours de leur voyage migratoire, ils sont nombreux à avoir traversé des expériences de grande violence.

Si les trajectoires sont relativement hétérogènes en fonction du pays d'origine, la situation vis-à-vis de l'emploi à l'arrivée est particulièrement homogène et signale une dégradation générale par rapport à la situation dans le pays d'origine. Les répondants font, néanmoins, part d'un certain optimisme lorsqu'ils regardent vers l'avenir. Par ailleurs, leur santé s'est considérablement améliorée entre leur situation au cours des 6 mois avant le départ et le temps de l'enquête. Toutefois, l'accès au logement reste leur priorité aux côtés de la famille et de l'emploi.

Les données seront mises à disposition de la communauté des chercheurs au cours du 2^{ème} semestre 2022 sur le site de PSE - École d'Économie de Paris sur la page « [Données ouvertes](#) ».
